



Conseil de sécurité

PROVISOIRE

S/PV.2802
18 mars 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 2802e SEANCE

Tenue au Siège, à New York
le vendredi 18 mars 1988, à 15 h 30

Président : M. PEJIC

(Yougoslavie)

Membres : Algérie

M. DJOUDI

Allemagne, République
fédérale d'

Le Comte YORK von WARTENBURG

Argentine

M. PFIRTER

Brésil

M. NOGUEIRA-BATISTA

Chine

M. DING Yuanhong

Etats-Unis d'Amérique

M. OKUN

France

M. BLANC

Italie

M. BUCCI

Japon

M. KAGAMI

Népal

M. RANA

Royaume-Uni de Grande-Bretagne

Sir Crispin TICKELL

et d'Irlande du Nord

M. BA

Sénégal

Union des Républiques socialistes

M. BELONOVOV

soviétiques

M. ZUZE

Zambie

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 15 h 40.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LETTRE DATEE DU 17 MARS 1988, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION PERMANENTE DU NICARAGUA AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/19638)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais informer les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de la Colombie, du Costa Rica, du Honduras et du Nicaragua, des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Puisqu'il n'y a pas d'objections, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, Mme Casco (Nicaragua) prend place à la table du Conseil; M. Peñalosa (Colombie), M. Gutierrez (Costa Rica) et M. Hernandez Alcerro (Honduras) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen du point inscrit à son ordre du jour.

Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui à la suite d'une requête contenue dans la lettre datée du 17 mars 1988, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/19638).

J'attire l'attention des membres du Conseil sur le document S/19643, qui contient le texte d'une lettre datée du 17 mars 1988, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Honduras auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le premier orateur inscrit sur ma liste est la représentante du Nicaragua, à qui je donne la parole.

Mme CASCO (Nicaragua) (interprétation de l'espagnol) : Tout d'abord, Monsieur le Président, je voudrais vous remercier et remercier les autres membres du Conseil d'avoir répondu si promptement et avec tant de diligence à la demande de mon gouvernement concernant une réunion de cette instance pour examiner la situation grave engendrée par l'escalade des menaces et des actes d'agression dirigés contre mon pays ainsi que par la récente décision du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique d'envoyer 3 200 soldats américains en territoire hondurien, situation qui met très sérieusement en péril la paix et la sécurité internationales.

En venant de nouveau devant ce Conseil, nous obéissons à notre vocation de paix, toujours prêts à recourir aux mécanismes internationaux à notre disposition pour éviter la régionalisation de la guerre, réduire les tensions et préparer la voie à une paix digne et juste dans notre région tourmentée.

Ce n'est pas la première fois que la communauté internationale est témoin de crises créées artificiellement par le Gouvernement américain qui cherche à justifier la poursuite et le renforcement de sa politique belliqueuse en Amérique centrale. En effet, au mois de novembre 1984, le jour même où l'on annonçait la victoire électorale du Président Ronald Reagan, le Gouvernement américain lançait à travers le monde le grossier mensonge selon lequel en cet instant même une escadrille de Migs venant de l'Union soviétique se dirigeait vers le Nicaragua. Le gigantesque appareil de désinformation de la Maison Blanche a créé autour de ce mensonge un climat d'hystérie qui avait, entre autres choses, pour but inavoué de rendre possible ce que l'on qualifie d'"intervention chirurgicale" contre le Nicaragua, de créer les conditions qui permettraient ultérieurement de rompre unilatéralement et sans fournir la moindre explication les entretiens en cours à Manzanillo, au Mexique, et de dissimuler le triomphe éclatant du Front sandiniste de libération nationale aux premières élections libres, honnêtes et démocratiques qui aient eu lieu dans l'histoire du Nicaragua.

En mars 1986, nous avons de nouveau assisté à la répétition d'un autre spectacle tragi-comique de même nature, tragique de par son poids de cynisme et de mensonges et à cause des souffrances et des destructions qu'il entraîne pour notre peuple, comique parce que, tandis que les troupes nicaraguayennes étaient prétendument en train d'envahir le Honduras et que le Gouvernement américain

Mme Casco (Nicaragua)

envoyait 25 millions de dollars d'aide militaire d'urgence, y compris des hélicoptères et du matériel de guerre, le responsable du Honduras censément envahi profitait en toute tranquillité de ses vacances de Pâques sur une plage de son pays. L'objectif de cette comédie était d'influencer le débat qui, à ce moment-là, se déroulait au Congrès des Etats-Unis pour obtenir l'approbation de nouveaux crédits plus importants pour les forces des mercenaires reaganiens. Effectivement, deux mois plus tard, le Congrès des Etats-Unis approuvait 100 millions de dollars de plus pour financer la guerre contre le Nicaragua et autoriser la sinistre CIA à organiser des opérations militaires et paramilitaires contre le peuple du Nicaragua.

Mme Casco (Nicaragua)

Au mois de décembre de la même année, le Gouvernement américain a dénoncé une autre prétendue invasion nicaraguayenne du territoire hondurien qui a servi de prétexte à des bombardements de villages nicaraguayens. A ce moment-là, le but était de renforcer la présence militaire américaine sur le territoire hondurien, de fournir davantage d'armes et de munitions à ses forces de mercenaires et, en même temps, d'interposer un écran de fumée pour dissimuler les révélations qui commençaient alors à se faire jour et qui sont, par la suite, devenues ce que l'on appelle le scandale de l'Irangate.

Quelles sont les causes immédiates de la situation actuelle?

Le 7 août dernier, les dirigeants d'Amérique centrale ont adhéré au "Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale", que l'on connaît sous le nom d'"Esquipulas II".

Le monde entier, à la seule exception du Gouvernement américain, s'est réjoui de ce geste d'indépendance de la part des gouvernements centraméricains pour jeter les bases nécessaires à l'instauration de la paix dans notre région tourmentée.

Par la suite, et en dépit des efforts déployés par le Gouvernement des Etats-Unis pour faire échouer ce plan de paix, l'unité et la volonté de paix des pays centraméricains ont de nouveau triomphé et se sont traduites par la réaffirmation au Sommet de San José, le 16 janvier de cette année, des engagements souscrits lors de la réunion au sommet d'Esquipulas II. Comme la communauté internationale le sait, les accords d'Esquipulas II établissent clairement que

"Les gouvernements des cinq Etats d'Amérique centrale demanderont aux gouvernements de la région et aux gouvernements d'Etats extérieurs à la région qui accordent, ouvertement ou secrètement, une aide militaire, logistique, financière ou de propagande ... aux forces irrégulières ou mouvements insurrectionnels, d'y mettre fin, condition indispensable à l'instauration d'une paix stable et durable dans la région." (S/19085, annexe, p. 6)

De même, ces accords renouvellent l'engagement des cinq pays qui les ont signés à

"... interdire l'utilisation du territoire national et à ne prêter ni ne permettre que soit prêté aucun appui militaire ou logistique à des personnes, organisations ou groupes qui se proposent de déstabiliser les gouvernements d'Amérique centrale." (Ibid., p. 7)

En violation flagrante de l'esprit et de la lettre de ces accords, le Gouvernement américain s'est obstiné dans sa politique de mort et de destruction en

Mme Casco (Nicaragua)

réclamant de nouveaux crédits à hauteur de plusieurs millions pour continuer à financer ses forces mercenaires.

Pour montrer la faillite complète de la politique de M. Reagan à l'égard de l'Amérique centrale, le Congrès des Etats-Unis a choisi, au mois de février de cette année, de rejeter une demande de crédit de 36,5 millions de dollars aux fins d'aide militaire et censément humanitaire pour ses forces "contras".

En dépit de ce message très clair, le gouvernement Reagan, d'une façon maladroite et obsessionnelle, s'obstine dans ses projets de guerre en Amérique centrale. Cette attitude de sabotage de la part du gouvernement Reagan est en contraste radical avec la volonté véritable de paix du Gouvernement du Nicaragua, qui se traduit par le respect total et unilatéral des engagements qui ont été pris par les cinq présidents et qui sont communs à tous et à chacun des pays d'Amérique centrale.

D'importants journaux américains, qui pourraient difficilement être accusés d'être prosandinistes ou partiaux, ont dû finalement reconnaître que le Nicaragua était à l'avant-garde en ce qui concerne le respect des accords d'Esquipulas.

Au début de cette semaine, et dans une nouvelle tentative désespérée, le Président Reagan a convoqué à la Maison Blanche des personnalités du Congrès pour essayer de les convaincre de la nécessité de continuer à financer ceux qui assassinent quotidiennement le peuple nicaraguayen. Ses desseins diaboliques ne trouvant une fois de plus pas d'écho, le jour même où le Procureur spécial Lawrence Welsh rendait publiques les 23 accusations criminelles contre les héros de roman du scandale de l'Irangate surgissait une crise préfabriquée de la même manière que celles signalées précédemment, qui nous confirme la capacité infinie de machination machiavélique qui caractérise le Gouvernement américain actuel.

En effet, de même qu'en 1986, avant que le Gouvernement des Etats-Unis prie le Gouvernement du Honduras de lui demander de lui envoyer une aide militaire pour repousser une prétendue invasion, dont les hauts fonctionnaires mêmes de l'armée hondurienne n'avaient pas eu connaissance, les troupes de la 82e division aéroportée et de la 7e division d'infanterie américaines avaient déjà reçu - plusieurs heures avant - leur ordre de mobilisation et étaient en état d'alerte spéciale parce qu'elles allaient être transportées sur le territoire hondurien.

Contrairement à ce qui s'est passé en d'autres occasions, cette fois-ci le pétitionnaire forcé, au lieu de recevoir 25 millions de dollars et des moyens de transport, a reçu 3 200 soldats américains sur son territoire. Cet envoi direct de

Mme Casco (Nicaragua)

troupes américaines s'ajoutait à la mobilisation d'un nombre égal de soldats qui se trouvent stationnés de façon permanente dans les différentes bases militaires que les Etats-Unis maintiennent au Honduras.

La réalité est bien différente de ce qu'affirme M. Elliott Abrams, que le Congrès même de son pays tient pour être un fieffé menteur.

A partir du 6 mars, l'armée populaire sandiniste a lancé une opération militaire dans le secteur de San Andres de Bocay, au confluent des fleuves Amaka et Bocay, à cinq kilomètres de la frontière du Honduras, où les contre-révolutionnaires avaient établi des positions dont ils ont été délogés entre les 12 et 16 mars. Cette opération avait pour objectif l'expulsion des forces mercenaires du territoire nicaraguayen dans un acte de légitime défense de notre souveraineté et de notre intégrité territoriale.

Ces forces de mercenaires ont, comme d'habitude, pris la fuite vers le territoire hondurien où, comme tout le monde le sait, elles ont leur sanctuaire. Tout le monde sait que ces bases sur le sol hondurien permettent aux mercenaires de bombardier les positions de nos troupes de l'autre côté de la frontière, c'est-à-dire sur le territoire nicaraguayen.

Cette opération militaire, entreprise par notre armée, a été considérée par le Gouvernement des Etats-Unis comme une action illégitime car, d'après le gouvernement Reagan, le Gouvernement du Nicaragua n'a pas le droit de sauvegarder sa souveraineté et son intégrité territoriale et n'a pas non plus le droit de riposter contre les forces mercenaires ou de les combattre. Les mercenaires, par contre, ont eux le droit, comme ils le font depuis tant d'années, d'assassiner le peuple nicaraguayen, de miner nos voies de transport public, d'incendier nos coopératives, nos écoles et nos centres sanitaires, de séquestrer nos paysans et de détruire toutes nos infrastructures économiques.

Mme Casco (Nicaragua)

Devant la situation délicate qui existe dans la région frontalière, provoquée par la concentration de forces mercenaires, le Président du Nicaragua, Daniel Ortega, a maintenu par téléphone un contact permanent avec son collègue hondurien, le Président José Azcona Hoyo, auquel il a communiqué les faits réels et proposé d'avoir avec lui une réunion au sommet, une autre réunion au sommet avec les chefs des armées des deux pays et, sur l'initiative du Président Cerezo du Guatemala, une réunion d'urgence des ministres des relations extérieures des pays d'Amérique centrale, toutes ces propositions ayant pour but d'éviter une aggravation du conflit qui pourrait compromettre le processus de pacification en Amérique centrale.

C'est là une autre initiative tendant à empêcher des incidents de frontière de quelque nature que ce soit, et face à la gravité des menaces proférées par le Gouvernement américain notre gouvernement a demandé officiellement au Secrétaire général des Nations Unies et au Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains d'envoyer le plus tôt possible une mission technique mixte qui serait chargée d'enquêter sur place sur les derniers incidents frontaliers survenus dans la région de Bocay, en territoire nicaraguayen, entre les forces mercenaires et les troupes de l'armée populaire sandiniste. De même, mon gouvernement a demandé que cette mission technique, après avoir procédé aux enquêtes pertinentes, formule des recommandations précises en vue du désarmement et du retrait des troupes mercenaires qui se trouvent sur le territoire hondurien. Car le problème profond, la cause fondamentale de cette situation est le non-respect des dispositions des Accords d'Esquipulas II, c'est l'énorme pression exercée sur le Gouvernement hondurien pour qu'il continue d'offrir un sanctuaire aux forces mercenaires, et c'est l'insistance que met M. Reagan à continuer de financer et d'appuyer les forces mercenaires au mépris des lois de son propre pays.

Néanmoins, malgré tous les efforts et toutes les initiatives du Gouvernement nicaraguayen et la protection de la présence de troupes américaines au Honduras, l'on a déjà assisté hier à la première grave provocation, lorsque des avions à réaction américains venant du Honduras ont bombardé le secteur d'Amaka, en territoire nicaraguayen - à la frontière avec le Honduras - à un moment où un groupe de journalistes nationaux et étrangers se trouvaient dans la zone, sur l'invitation du Gouvernement nicaraguayen pour constater que nos actions se limitaient à l'exercice de notre droit légitime et indéniable : défendre notre intégrité territoriale et notre souveraineté. De même, hier, le 17 mars, à 16 h 40, un avion F-5, en provenance du Honduras, a lancé deux fusées contre des

Mme Casco (Nicaragua)

troupes nicaraguayennes à San Andres de Bocay, en territoire nicaraguayen - à la frontière avec le Honduras. Par la suite, cet avion a regagné le territoire hondurien.

Comme chacun le sait, sous prétexte de cette prétendue invasion, le Gouvernement américain a envisagé une série d'options, y compris la possibilité de mener des activités militaires directes contre le Nicaragua, dans le but de sauver les mercenaires, qui ont déjà subi des défaites stratégiques tant sur le plan politique que sur le plan militaire.

Le Président Reagan, derrière cette campagne de mensonges et dans un climat d'hystérie provoqué par le gigantesque mécanisme de désinformation dont il dispose, prétend non seulement faire intervenir militairement et directement les Etats-Unis dans le conflit d'Amérique centrale, mais cherche aussi à saborder les Accords d'Esquipulas et, plus concrètement, les efforts faits pour parvenir à un cessez-le-feu. Comme tout le monde le sait, mon gouvernement a décidé, en faisant preuve de grande souplesse et d'une véritable volonté politique en vue de réaliser la paix, d'accepter que se tiennent des négociations directes au plus haut niveau, avec le prétendu directorat des contras, au poste frontière de Sapoa, en territoire nicaraguayen, à partir de lundi prochain, 21 mars, en présence, comme témoins, de Son Eminence le cardinal Obando y Bravo et de S. E. Joao Baena Soares, Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains.

Ce que recherche le Gouvernement américain c'est précisément de saboter ce nouvel effort fait par le Nicaragua en faveur du dialogue de Sapoa, effort qui démontre à l'évidence notre respect des Accords d'Esquipulas.

Bref, ce que l'administration Reagan persiste à rechercher en créant cette nouvelle crise artificielle, c'est : faire échouer les Accords d'Esquipulas II; de faire avorter ou saboter les négociations de Sapoa tendant à aboutir à un cessez-le-feu; créer le climat nécessaire pour amener le Congrès américain à approuver de nouveaux fonds pour les forces mercenaires, y compris une aide en armes meurtrières - à cet égard, les médias ont rapporté cet après-midi qu'un nouvel ensemble de mesures d'aide destinée aux contras avait été adoptées, laquelle représenterait entre 30 et 33 millions de dollars, et que le Président Reagan aurait la possibilité de demander une aide militaire supplémentaire; préparer les conditions nécessaires à une éventuelle intervention militaire directe contre notre pays; augmenter et renforcer sa présence militaire

Mme Casco (Nicaragua)

sur le sol de l'Amérique centrale; et détourner l'attention des accusations criminelles dont ont fait l'objet d'anciens hauts fonctionnaires de l'administration pour avoir au cours de ces dernières années été directement mêlés à des activités comme celles que nous dénonçons aujourd'hui.

Nous invitons le Gouvernement hondurien à accepter les propositions faites par le Président Ortega, à respecter fidèlement les Accords d'Esquipulas et à procéder immédiatement au démantèlement des bases des contras et au désarmement et à l'expulsion des mercenaires de son territoire.

Nous demandons également instamment au principal responsable de cette situation, à savoir le Gouvernement américain, de renoncer une fois pour toutes à sa politique qui sème la destruction et la mort en Amérique centrale, à mettre fin à son appui illégal aux contras, à se ranger aux côtés des pays respectueux du droit international, à respecter l'avis de la Cour internationale de Justice du 27 juin 1986, et à appuyer sincèrement les efforts de paix faits en Amérique centrale.

En ce qui nous concerne, nous redisons ici notre volonté d'entamer un dialogue avec le Gouvernement américain. Nous réaffirmons notre volonté de participer aux négociations de Sapoa, mais nous réaffirmons aussi que nous sommes prêts à résister à tout type de mesures que les Etats-Unis oseraient adopter contre notre pays et notre révolution, parce que le Nicaragua ne défend pas seulement son honneur et sa souveraineté nationale mais également la dignité de toute l'Amérique latine.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'orateur suivant est le représentant du Honduras. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. HERNANDEZ ALCERRO (Honduras) (interprétation de l'espagnol) : Le Honduras participe au présent débat du Conseil de sécurité parce que la question dont il est saisi aujourd'hui touche de près ses intérêts.

Les déclarations faites par la délégation du Nicaragua ne reflètent pas exactement les faits ni la situation régnant dans la zone frontalière séparant le Honduras du Nicaragua. Ces déclarations procèdent d'une optique unilatérale et inexacte qui s'efforce de dissimuler la responsabilité du Nicaragua dans l'aggravation de la situation tendue régnant en Amérique centrale.

Le Gouvernement hondurien a été surpris que le gouvernement responsable de la détérioration de la situation en Amérique centrale ait demandé la réunion du Conseil de sécurité. Le Honduras aurait pu, en toute justice, demander cette réunion. En tant que pays agressé par le Nicaragua, le Honduras a le droit de dénoncer devant cette instance et d'autres instances internationales la violation de son territoire par le régime sandiniste. Le Gouvernement du Honduras s'est néanmoins abstenu de prendre cette initiative parce qu'il s'efforce et continuera de s'efforcer de trouver un règlement à la situation actuelle par les voies diplomatiques bilatérales et régionales, notamment celles créées par les présidents des pays d'Amérique centrale dans le cadre du processus de pacification de la région.

En effet, comme il en a été largement fait état, le Gouvernement du Nicaragua a planifié et lancé une importante offensive dans la partie nord du Nicaragua contre les insurgés nicaraguayens et, en violation flagrante de ses obligations internationales, près de 1 500 hommes de l'armée sandiniste ont pénétré en territoire hondurien, dans la région de Bocay, dans le département d'Olancho, faisant usage de leur artillerie et de leurs forces aériennes.

Le Président de la République du Honduras, José Azcona, ayant été informé de l'agression nicaraguayenne et conformément à sa fidélité inébranlable au processus intitulé "Modalités en vue de l'instauration d'une paix authentique et durable en Amérique centrale" signé le 7 août 1987, a pris personnellement contact avec le Président du Nicaragua, Daniel Ortega, pour exiger qu'il ordonne à ses troupes de se retirer immédiatement du territoire hondurien et qu'il s'abstienne de se livrer à de tels actes d'agression contre le Honduras.

M. Hernández Alcerro (Honduras)

En même temps, le Président Azcona a pris contact avec les Présidents du Costa Rica, d'El Salvador et du Guatemala pour les informer de la situation et leur demander d'intervenir auprès du Président Ortega, du Nicaragua, pour obtenir de ce dernier qu'il retire immédiatement les troupes qui avaient envahi notre territoire. Le Gouvernement hondurien a agi avec prudence, cherchant à éviter l'affrontement direct avec le Nicaragua. Il a néanmoins averti le Gouvernement du Nicaragua qu'il agirait avec fermeté s'il le fallait. Le Gouvernement du Honduras a en outre envisagé l'adoption d'autres mesures en vue de défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale.

En dépit du caractère véridique de la dénonciation hondurienne, laquelle a d'ailleurs été confirmée sur le plan international, le Gouvernement du Nicaragua continue de nier que les troupes sandinistes aient violé le territoire hondurien. Cette affirmation a été contredite par le Secrétaire général du Ministère des affaires extérieures du Nicaragua lui-même qui, récemment, plus exactement le 16 mars dernier, répondant à un journaliste qui le harcelait de questions dans le cadre d'un programme télévisé, a reconnu qu'en effet des troupes sandinistes s'étaient introduites au Honduras.

Depuis des années, mon pays se trouve confronté à des agressions répétées de la part de l'armée populaire sandiniste. Nous avons, par tous les moyens possibles, demandé au Gouvernement du Nicaragua d'adopter des mesures pour faire cesser les incursions de ses forces armées en territoire hondurien. Comme les membres du Conseil de sécurité s'en souviendront, en mars 1986, plus de 2 000 soldats sandinistes ont violé l'intégrité territoriale du Honduras, fait que le Président Ortega lui-même a reconnu publiquement. Des attaques similaires ont également été perpétrées en novembre et en décembre de la même année, lorsque 1 000 soldats nicaraguayens ont franchi la frontière et pénétré sur notre territoire.

Le Gouvernement du Nicaragua a refusé de prêter attention à nos demandes et à nos avertissements sur les dangers de ses actes. Je voudrais réaffirmer à nouveau devant le Conseil la volonté du Gouvernement du Honduras d'agir avec tout le calme et toute la retenue qu'impose la situation mais d'adopter en même temps les mesures pertinentes dans l'exercice de son droit de légitime défense, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

M. Hernández Alcerro (Honduras)

Cette affirmation que je formule aujourd'hui devant le Conseil a été communiquée au Gouvernement du Nicaragua lorsque le Honduras a protesté de la façon la plus énergique contre l'agression dont il était victime et qu'il a exigé encore et encore que les troupes nicaraguayennes se retirent de son territoire.

Comme d'habitude, le Gouvernement du Nicaragua a nié que les troupes sandinistes aient pénétré en cette occasion en territoire hondurien et, dans un effort destiné à jeter un écran de fumée sur les événements dans la région frontalière et à justifier son action militaire perpétrée en violation de la souveraineté hondurienne, il a non seulement demandé la réunion du Conseil mais est allé jusqu'à demander l'envoi d'une mission conjointe Nations Unies/OEA dans la zone frontalière pour enquêter sur la situation, situation qui, de l'avis du Gouvernement du Honduras, est la conséquence indubitable des actes nicaraguayens. Le Honduras n'estime pas pour sa part qu'il soit nécessaire de constituer cette commission d'enquête parce que nous donnerions l'occasion au Nicaragua de continuer à utiliser les instances internationales pour dissimuler ses manquements à l'égard de ses obligations en tant qu'Etat.

L'année dernière, les présidents des pays d'Amérique centrale ont constitué, entre autres, une Commission internationale de vérification et de suivi qui, malheureusement, s'est écartée des buts pour lesquels elle avait été créée à l'origine. Ce qui fait que les cinq présidents centraméricains ont, d'un commun accord, décidé de mettre fin à sa fonction en raison de l'attitude partielle adoptée par certains des membres dans ses travaux.

Dans leur déclaration du 16 janvier dernier, les présidents des pays d'Amérique centrale ont transféré les fonctions de vérification et de suivi à la Commission exécutive composée des cinq ministres des affaires étrangères centraméricains.

J'ai reçu pour instructions de mon gouvernement d'informer le Conseil que, dès le moment où le Honduras constatera que les troupes d'invasion ont quitté notre territoire, nous convoquerons de toute urgence une réunion des ministres des relations extérieures des pays d'Amérique centrale dans notre propre capitale, Tegucigalpa.

Pour l'heure, ce qui s'impose d'urgence, étant donné la poursuite de la violation de notre territoire par les troupes sandinistes et la violation constante de l'espace aérien du Honduras par des hélicoptères de fabrication soviétique, c'est que le Gouvernement du Nicaragua cesse son agression et agisse conformément à la lettre et à l'esprit de la Charte des Nations Unies.

M. Hernández Alcerro (Honduras)

Notamment, nous exigeons le respect de l'Article 2 de la Charte qui fait aux Etats Membres obligation de s'abstenir de "... recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les Buts des Nations Unies"

De l'avis du Gouvernement hondurien, la position des organes de l'Organisation face aux activités internationales illicites du Nicaragua devrait être de condamner cette agression, qui est une menace à la paix et à la sécurité de la région et d'exiger que l'agresseur retire ses troupes du territoire hondurien.

Les actes du Nicaragua contre le Honduras sont le résultat de l'arrogance nicaraguayenne, qui se fonde sur un pouvoir militaire excessif accumulé dans ce pays depuis 1979. Le Gouvernement du Nicaragua a, sous les drapeaux, près de 130 000 hommes, chiffre qui, si on le compare aux 16 000 hommes de l'armée hondurienne et aux 4 000 hommes de la police hondurienne, est complètement disproportionné.

En d'autres occasions le Gouvernement du Honduras a déclaré au Conseil et à l'Assemblée générale qu'en dépit de la grave situation d'insécurité provoquée par l'armement nicaraguayen, nous avons choisi de ne pas militariser notre société et de ne pas augmenter de façon disproportionnée nos dépenses de défense nationale. Nous avons plutôt stimulé la limitation et la réduction régionale des armements et des effectifs militaires, ce que le Nicaragua refuse de faire.

Le Honduras fonde sa sécurité d'abord sur sa propre capacité de défense, ensuite sur le système juridique international - continental et mondial - qui prévoit des mécanismes pour le règlement pacifique des différends, la légitime défense collective et la solidarité. Enfin, la troisième dimension de sa sécurité est constituée par les accords particuliers conclus avec d'autres pays amis et alliés, à l'un desquels le Honduras a en l'occurrence eu recours. En effet, le Président de la République du Honduras a demandé au Président des Etats-Unis d'Amérique une aide effective et immédiate qui permette à notre pays de renforcer sa position sur le plan de la sécurité internationale face à la présente agression. La demande hondurienne s'est fondée tant sur l'Accord d'assistance militaire de 1954 que sur la Déclaration conjointe présidentielle de 1985 par laquelle les Etats-Unis et le Honduras reconnaissent qu'il existe entre eux une relation particulière de sécurité et s'engagent à se fournir une aide réciproque en cas d'agression.

M. Hernández Alcerro (Honduras)

Le Gouvernement des Etats-Unis a répondu de façon positive à notre demande et a transporté sur le territoire national 3 500 hommes qui sont localisés sur une base aérienne hondurienne au centre du pays. Ces troupes vont se livrer à des manoeuvres préparatoires. Leur présence est de caractère transitoire; elles resteront au Honduras jusqu'à ce que les sandinistes retirent leurs troupes du territoire hondurien. Cette présence répond plutôt à une stratégie préventive face à l'agression qui s'est produite et, conformément à ce qui a été convenu, elles ne pourraient entrer en action que si le Gouvernement du Honduras le demandait, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Ce qui est étrange, c'est que le Gouvernement du Nicaragua dénonce le déplacement des troupes des Etats-Unis au Honduras, troupes dont la présence, comme je l'ai dit, est tout à fait temporaire, et garde le silence sur la présence de personnel militaire et de sécurité des pays du bloc de l'Est sur son propre territoire, qui eux s'y trouvent non pas de façon temporaire mais de façon permanente.

Les forces armées du Honduras ont lancé hier une attaque aérienne contre un poste militaire sandiniste à Bocay, à l'intérieur du territoire hondurien, qui soutenait de façon logistique les actes d'agression des troupes nicaraguayennes à l'intérieur de notre territoire. Il s'agissait d'une intervention limitée en vue de couper les livraisons de matériel de guerre et de l'appui logistique aux troupes sandinistes qui se trouvent à l'intérieur du Honduras.

La présente situation n'a pas été provoquée par le déplacement de troupes américaines sur le territoire hondurien. Elle répond plutôt à une stratégie délibérée du Gouvernement du Nicaragua, qui ne veut pas respecter les obligations qu'ils a contractées dans l'Accord d'Esquipulas II, le 7 août 1987. En attaquant le territoire du Honduras et en provoquant une situation tendue, le Gouvernement du Nicaragua prétend concentrer l'attention internationale sur la crise avec ses voisins pour se dégager des pressions que la communauté internationale commençait à exercer pour que le Nicaragua procède à une amnistie très large et inconditionnelle, pour qu'il conclue un cessez-le-feu avec l'opposition armée et ouvre un véritable processus de réconciliation nationale et de démocratisation dans son pays.

La stratégie nicaraguayenne a commencé par le rejet, par le Gouvernement du Nicaragua, de la médiation du cardinal Obando y Bravo parce qu'elle ne lui convenait pas. Ce que l'on veut c'est saper le processus de paix qui a été entamé

M. Hernández Alcerro (Honduras)

au Guatemala en août de l'année dernière. D'un côté, on demande des négociations directes avec les forces rebelles et, de l'autre, on entreprend des actions pour détruire l'interlocuteur avant qu'il puisse venir à la table de négociations.

Il ne nous paraît pas utile, pour faire progresser le processus de réconciliation interne au Nicaragua, de recourir aux armes ni de concentrer les troupes sur les frontières avec les pays voisins, ni de se livrer à des agressions militaires contre eux.

Le Gouvernement du Nicaragua a la responsabilité - et ce n'est pas la responsabilité des gouvernements des pays voisins - de rétablir sa propre paix sociale par le dialogue et par la négociation, autant que la contribution fondamentale au maintien de la paix régionale. Mais, en tant que contribution immédiate, il pourrait arrêter l'agression contre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Honduras et retirer immédiatement ses troupes de notre territoire et des régions frontalières.

M. OKUN (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Il est paradoxal que nous nous réunissions une fois de plus à la demande du Nicaragua. Les présidents centraméricains ont décidé le 8 août 1987 de s'entendre sur un accord de paix. Mon gouvernement s'est félicité de cet accord, mais a manifesté un certain scepticisme devant la promesse du Nicaragua de le respecter. En janvier dernier, les présidents se sont rencontrés de nouveau au Sommet de San Jose. Ils ont réaffirmé les objectifs de l'Accord et souligné la nécessité pour le Nicaragua d'appliquer ses promesses initiales de démocratisation immédiatement. Le Nicaragua, qui avait un long chemin à parcourir pour mettre en oeuvre le processus démocratique, a éludé la question et a temporisé dans la recherche d'un cessez-le-feu juste et la mise en oeuvre de réformes démocratiques. Les événements qui se sont déroulés au cours des derniers jours ont confirmé nos pires craintes quant aux véritables intentions du Nicaragua.

Les preuves sont claires et irréfragables. Examinons les événements récents.

Pendant la semaine où ils ont signé l'Accord de Guatemala, les sandinistes ont arrêté les chefs à la fois des associations du barreau et des droits de l'homme.

Au cours de la semaine du Sommet de janvier où les sandinistes auraient accepté une approche plus souple pour des pourparlers de cessez-le-feu, les dirigeants des partis de l'opposition interne ont été arrêtés parce qu'ils avaient rencontré au Guatemala les dirigeants de la résistance.

Les sandinistes ont temporisé dans tous leurs pourparlers avec l'opposition civile, et ils refusent toujours d'envisager des réformes constitutionnelles démocratiques.

Les sandinistes ont essayé de réduire le rôle du cardinal Obando y Bravo, le dirigeant nicaraguayen le plus prestigieux de part et d'autre, et seules les protestations de la résistance lui ont permis de continuer à participer aux réunions - et ce en tant que "témoin".

Ceux qui comptaient sur les assurances et la bonne foi de Managua peuvent voir que le processus de paix est mis à mal par l'intransigeance et la mauvaise foi des sandinistes : les discussions avec l'opposition interne sont arrêtées, les discussions avec la résistance également, et nous assistons maintenant à une incursion militaire majeure au Honduras. Plus important encore, nous assistons à la consolidation du régime sandiniste, lequel n'a aucune opposition réelle et a toute latitude pour déstabiliser la nation et la région.

M. Okun (Etats-Unis)

Comme le représentant permanent du Honduras vient d'en informer le Conseil, le Nicaragua, qui a la plus grande armée en Amérique centrale, a délibérément violé la souveraineté et l'intégrité territoriale de son voisin pacifique, le Honduras, dont les forces armées sont beaucoup moins importantes que celles des sandinistes. Les sandinistes ont bombardé le territoire hondurien pendant plusieurs jours. Les sandinistes ont déployé quelque 1 500 à 2 000 hommes sur le sol hondurien. Les combats se poursuivent. Mon gouvernement tient à indiquer que les présidents démocratiques d'Amérique centrale ont appuyé le Honduras et condamné le Nicaragua.

Le Honduras est un excellent ami des Etats-Unis. Le Président Reagan a répondu à une demande explicite du Gouvernement hondurien en ordonnant l'envoi immédiat d'une brigade d'infanterie spéciale à la base aérienne de Palmerola au Honduras pour un exercice de déploiement d'urgence. La demande du Honduras a été annoncée dans un communiqué de presse du 16 mars, que le Représentant permanent du Honduras a fait distribuer en tant que document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité en date du 17 mars sous la cote A/42/931-S/19643. Cet exercice est une réponse mesurée ayant pour but de montrer notre appui indéfectible au Gouvernement démocratique du Honduras à un moment où son intégrité territoriale est violée par l'armée sandiniste. Il démontre également aux peuples et gouvernements d'Amérique centrale que le Gouvernement des Etats-Unis considère la situation dans la région comme grave. La brigade ne sera pas déployée dans une région d'hostilités, et elle ne constitue donc ni une menace ni un emploi de la force contre le Nicaragua.

Le Gouvernement sandiniste a prétendu que ses troupes poursuivaient des insurgés. Cette affirmation est fautive. Cette invasion n'était pas fortuite. Il ne s'agissait pas d'un droit de poursuite, ni d'une patrouille perdue. Il s'agissait et il s'agit d'une offensive planifiée menée sur le territoire d'une autre nation souveraine en violation flagrante des conventions et du droit internationaux. En fait, c'est l'une des opérations militaires les plus importantes montées par les sandinistes depuis qu'ils ont saisi le pouvoir en 1979.

Les sandinistes se préparent à cette opération depuis le début de mars, en déplaçant des équipements, des véhicules, du ravitaillement, de l'essence et des troupes près de la frontière et en établissant une zone de stationnement avancée à 45 miles de la frontière hondurienne. Ils ont apparemment commencé à monter cette attaque en réaction à un vote au Congrès des Etats-Unis qui mettait un terme à l'aide à la résistance nicaraguayenne. D'ailleurs, le Président Ortega le 8 mars a

M. Okun (Etats-Unis)

averti la résistance qu'elle "devait se préparer à une autre poussée héroïque" des forces sandinistes.

Une assemblée extraordinaire du Front sandiniste pour la libération nationale a eu lieu les 12 et 13 mars. L'objectif était de "continuer la consolidation de la défense militaire de la révolution, notamment par la mobilisation de la population armée, afin d'accélérer la destruction totale des forces mercenaires" - terme utilisé par le régime sandiniste lorsqu'il se réfère aux Nicaraguayens de la résistance. Bref, ces préparatifs soigneux et massifs, accompagnés de l'avertissement public du Président Ortega, indiquent que l'offensive avait et a un but fondamental : la destruction de la résistance en tant que force combattante efficace.

Ces tout derniers actes des sandinistes montrent clairement qu'ils sont déterminés à résoudre leur guerre civile par des moyens militaires plutôt que politiques. Ces actes sont tout à fait conformes aux agissements sandinistes à l'intérieur du Nicaragua pour écraser toute opposition. Les sandinistes s'efforcent de détruire la résistance en tant que force combattante efficace afin d'étouffer le dialogue interne et de démoraliser complètement les groupes d'opposition démocratique à l'intérieur du Nicaragua. Au cours des mois qui ont suivi l'Accord de Guatemala City, les sandinistes ont continuellement refusé d'aborder les questions de fond tant avec la résistance qu'avec l'opposition civique démocratique. Le 28 février, le cardinal Obando y Bravo a qualifié la dernière insistance du Président Ortega sur l'ordre du jour sandiniste pour des pourparlers de cessez-le-feu "de pas en arrière nous ramenant à zéro". Malheureusement, les sandinistes ne veulent pas de négociations ni de réconciliation nationale. Ils veulent que la résistance se rende. Rien ne garantit que les combattants de la résistance qui retournent pourront jamais participer à la vie politique au Nicaragua ou que leur vie ou leur liberté sera protégée.

Le Gouvernement des Etats-Unis croit à la paix, à la démocratie et à la réconciliation nationale en Amérique centrale. Ces objectifs ont été entérinés par les présidents de l'Amérique centrale eux-mêmes à Guatemala City. Par conséquent, nous demandons instamment au Gouvernement du Nicaragua de mettre fin à son attitude agressive à l'égard de son opposition, de respecter les droits territoriaux et autres droits de ses voisins et de négocier en toute bonne foi avec son opposition, tant militaire que civile. Le Nicaragua doit respecter ses engagements et

M. Okun (Etats-Unis)

abandonner ses anciennes méthodes. Il est temps de saisir le rameau d'olivier de la paix.

M. NOGUEIRA-BATISTA (Brésil) (interprétation de l'espagnol) : C'est avec une profonde inquiétude que le Gouvernement brésilien constate la détérioration actuelle de la situation en Amérique centrale, dont les conséquences, nous le craignons, pourraient être coûteuses pour le processus de paix qui avait été lancé avec tant d'enthousiasme par les cinq présidents de la région.

En dépit des obstacles à la mise en place d'un processus de paix lui-même très complexe, les résultats obtenus jusqu'à présent semblaient alimenter l'espoir de pouvoir aboutir progressivement à l'instauration d'un climat de compréhension et de détente qui permettrait à son tour de surmonter les graves problèmes internes et internationaux que connaissent les pays d'Amérique centrale.

M. Nogueira-Batista (Brésil)

Dans les conditions encore plus difficiles que connaît actuellement l'Amérique centrale, le Gouvernement brésilien juge indispensable de bien tenir compte de la nécessité de respecter scrupuleusement les grands principes de coexistence internationale consacrés dans la Charte des Nations Unies et dans la Charte de l'Organisation des Etats américains : les principes de la non-ingérence et du non-recours à la force. Ces principes ont été conquis de haute lutte et après des négociations extrêmement délicates dans les échanges entre les nations et il serait extrêmement regrettable que les pays de notre hémisphère se laissent entraîner par la passion et adoptent unilatéralement des positions hâtives et incompatibles avec ces grands principes du droit international en cherchant à régler par la force les divergences qui les séparent momentanément.

Nous lançons aux parties directement intéressées - les Etats-Unis d'Amérique, le Honduras et le Nicaragua - un appel vigoureux à la modération. Il faut que l'escalade militaire cesse immédiatement, éliminant ainsi les graves tensions qu'elle engendre, et que nous assistions à une désescalade militaire dans la région. Il faut instaurer les conditions qui permettront la mise en place d'un processus de paix dans la région, conformément à celui proposé par les cinq présidents d'Amérique centrale. C'est un objectif qui tient particulièrement à coeur à mon pays qui est l'un des membres du Groupe d'appui au Groupe de Contadora.

En conclusion, qu'il me soit permis de dire que le Gouvernement brésilien se féliciterait de voir le Secrétaire général de l'Organisation accepter la demande qui lui a été faite de participer à une mission d'enquête sur le terrain.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai remarqué que l'on a pris l'habitude depuis un certain temps de distribuer dans la salle du Conseil des copies des discours qui viennent d'être prononcés par certains représentants. Cela perturbe les travaux du Conseil et je lance un appel aux représentants qui prennent la parole pour qu'ils ne distribuent pas de copies de leurs discours dans la salle du Conseil. Ils peuvent le faire comme bon leur semble à l'extérieur, mais pas ici.

M. PFISTER (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : Mon gouvernement est vivement préoccupé par l'intensification des tensions en Amérique centrale et du fait que des troupes étrangères à la région aient été envoyées dans un pays de ladite région.

M. Pfirter (Argentine)

Une fois de plus, nous réaffirmons que la solution du conflit en Amérique centrale exige le plein respect du principe de la non-intervention. Ce principe doit être respecté à la fois par les pays de la région entre eux et par les gouvernements qui ont des liens ou des intérêts en Amérique centrale.

La solution négociée du conflit en Amérique centrale, que mon pays appuie fermement, doit passer par le respect des principes énoncés dans l'Acte pour la paix et la sécurité en Amérique centrale et dans les Accords d'Esquipulas II. A son tour, la stabilité de la région ne sera réalisée que lorsqu'on aura scrupuleusement respecté le principe de la non-intervention ainsi que celui de l'autodétermination et d'une vie démocratique.

Chaque fois que la question de l'Amérique centrale a été examinée au Conseil de sécurité, l'Argentine a toujours dit que la crise que connaît cette région à laquelle nous unissent les liens étroits du sang, de l'histoire et de la langue, constituait une grave préoccupation pour mon pays. Une conflagration en Amérique centrale aurait des conséquences irréparables pour l'ensemble de l'hémisphère; elle constituerait un facteur de division profonde dans la région et aurait des conséquences négatives sur le renouveau des institutions démocratiques qui apparaît sur le continent depuis quelques années.

C'est pourquoi nous lançons un appel fraternel et urgent aux Gouvernements du Honduras et du Nicaragua pour qu'ils s'emploient immédiatement à réduire les tensions sur leurs frontières et à garantir que leurs intégrités territoriales respectives sont respectées et que leurs territoires ne sont pas utilisés comme bases militaires armées par d'autres Etats, conformément aux engagements contractés aux termes des Accords d'Esquipulas.

Nous demandons instamment à toutes les parties en cause de faire preuve de la plus grande modération et de s'abstenir de tout acte qui pourrait aggraver le conflit et compromettre le processus de pacification en Amérique centrale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'orateur suivant est le représentant du Costa Rica. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. GUTIERREZ (Costa Rica) (interprétation de l'espagnol) : Je me félicite de l'occasion qui m'est offerte de prendre part à ce débat car, en tant que représentant du Costa Rica, c'est pour moi un devoir inéluctable. Je regrette la situation actuelle et je comprends que le caractère pressant des événements ait conduit le Conseil à convoquer cette réunion d'urgence.

M. Gutiérrez (Costa Rica)

Hier, le Ministère des relations extérieures du Costa Rica a publié la déclaration suivante :

"Face aux récents événements dans la région frontrière entre le Honduras et le Nicaragua, le Gouvernement du Costa Rica déplore ces actes qui, outre qu'ils sont contraires à sa volonté clairement affirmée de promouvoir la paix et la démocratie en Amérique centrale, constituent de graves menaces à la stabilité régionale.

Le Gouvernement costa-ricien tient à réaffirmer son respect total des principes qui inspirent le processus de négociation d'Esquipulas II, lequel constitue le cadre de référence indispensable pour toute solution permanente et non violente aux graves problèmes de la région.

De même, le Gouvernement du Costa Rica demande instamment aux différents protagonistes de ce conflit de prendre les mesures nécessaires, grâce à un dialogue serein et mesuré, pour assurer la paix dans l'isthme et un retour rapide à une situation normale."

Conformément aux termes de ce communiqué, il me semble nécessaire, pour éclairer les Membres du Conseil de sécurité, de résumer brièvement les origines de la situation et ce qui, selon nous, doit être fait.

Le Gouvernement costa-ricien considère que mon pays n'est pas partie au problème de l'Amérique centrale, mais que ce problème est une source de difficultés pour le Costa Rica. Nous ne pensons pas avoir contribué à la crise, mais nous jugeons indispensable d'aider à son règlement car elle nous touche profondément. L'énorme courant de réfugiés, l'incertitude qui règne dans la région et qui retarde les activités économiques ainsi que le climat de tension dans lequel on vit ne peuvent que toucher un pays qui, cependant, maintient sa paix sociale, pratique la démocratie et souhaiterait que ce soit la même chose dans les pays voisins ou proches.

M. Gutiérrez (Costa Rica)

Tout cela a conduit notre président, M. Oscar Arias Sanchez, à proposer son plan de paix. Tout le monde a éprouvé un sentiment de satisfaction et de soulagement lorsque les cinq présidents des républiques d'Amérique centrale ont signé, le 7 août de l'année dernière, le "Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale". Depuis lors, nous nous sommes efforcés de faire appliquer ce plan et de faire respecter chacun des engagements qui ont été souscrits.

La situation au début de la semaine dernière semblait prometteuse à cet égard. La Commission internationale de vérification et de suivi constituée par les cinq ministres des affaires étrangères avait prévu de se réunir à nouveau le 23 mars, après une réunion tenue au mois de février qui s'était déroulée dans la cordialité et l'harmonie et où le désir d'aboutir à des solutions s'était clairement manifesté. Le Gouvernement du Nicaragua avait présenté, en février, un plan de vérification détaillé qu'il avait été convenu de discuter à la réunion de mars.

Sur le plan national, obtenir un cessez-le-feu négocié en El Salvador et au Nicaragua restait le problème principal dans ce processus. Cependant, après de nombreux efforts, étant donné que des positions étaient en contradiction et que des situations difficiles se faisaient jour, il avait été décidé de tenir une réunion le lundi 21 mars à Sapoá, ville nicaraguayenne proche de la frontière avec le Costa Rica, qui devait pour le moins servir à mettre en train un processus en vue d'un cessez-le-feu.

Cependant, cette semaine, au lieu de se préparer à négocier, le Gouvernement du Nicaragua a cherché à infliger une déroute militaire complète à ses opposants. Il a lancé une offensive avec tout le matériel dont il s'est doté depuis plusieurs années. Non content de se livrer à des activités sur son propre territoire, il a envoyé son armée sur le territoire de la République du Honduras pour chercher à éliminer physiquement et définitivement ses opposants. Voilà pourquoi les autorités honduriennes ont réagi de manière logique en demandant l'aide du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui lui a envoyé des forces militaires, et voilà pourquoi l'Amérique centrale connaît de nouveau une situation d'urgence. Nous nous retrouvons ainsi à la case départ, alors que nous avions estimé possible d'arriver au but que nous nous étions fixé. Nous croyions nous être éloignés de cet abîme de violence et de souffrance, mais nous nous retrouvons à nouveau au bord.

M. Gutiérrez (Costa Rica)

Voilà pourquoi le Gouvernement du Costa Rica réagit de manière logique en "déplorant" ce qui s'est produit. L'on ne gagne rien à condamner ou à blâmer qui que ce soit.

Cependant, rien d'irréparable ne s'est encore produit. L'on peut revenir dans la voie qui avait été tracée. Il faut capter à nouveau la volonté de paix et l'aider à se concrétiser. Les réunions de la semaine prochaine sont encore convoquées et, qui plus est, on m'a dit que le Président du Guatemala, M. Vinicio Cerezo, a convoqué les autres présidents centraméricains à une réunion d'urgence, qui aurait lieu à la fin de la semaine - mais cela n'est pas encore certain. De toute façon, il faut faire des efforts pour que nous revenions tous à la table de négociations. Cette nouvelle crise doit nous servir d'exemple caractéristique montrant que la voie de la guerre et de la violence ne mènera jamais à la solution définitive de la crise en Amérique centrale, que personne ne peut profiter des faiblesses momentanées de ses adversaires, mais que nous devons tous, dans l'esprit de l'Accord d'Esquipulas, oeuvrer pour faire de la paix et de la démocratie en Amérique centrale une réalité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais informer les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant du Pérou une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objections, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Alzamora (Pérou) occupe le siège qui lui est réservé sur le côté de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'invite le représentant du Pérou à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. ALZAMORA (Pérou) (interprétation de l'espagnol) : Le Gouvernement du Pérou voudrait faire part au Conseil de sa profonde préoccupation face à la décision prise par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique d'envoyer des forces militaires sur le territoire de la République du Honduras, à la suite des affrontements armés qui ont eu lieu ces jours derniers dans la zone frontalière séparant le Honduras du Nicaragua entre des unités de l'armée populaire sandiniste et les forces irrégulières qui opèrent dans cette région.

M. Alzamora (Pérou)

Nous considérons que cette augmentation injustifiée de la présence militaire des Etats-Unis affecte le climat politique nécessaire à la mise en oeuvre des Accords de paix signés par les cinq chefs d'Etat centraméricains à la réunion d'Esquipulas II et constitue une menace pour la sécurité des Etats de la région.

Le Gouvernement du Pérou lance un appel fraternel et urgent aux Gouvernements du Honduras et du Nicaragua pour que, par l'intermédiaire d'un dialogue direct et souverain, ils s'efforcent de réduire immédiatement les tensions sur leur frontière commune et garantissent le respect de leur intégrité territoriale respective et la non-utilisation de leur territoire respectif pour mener des agressions contre un autre Etat, conformément aux engagements pris aux termes des accords d'Esquipulas II. En vertu de ces accords, le Pérou réclame également le retrait de toutes les forces militaires étrangères de l'Amérique centrale et la cessation de toute aide étrangère aux forces irrégulières et aux mouvements insurrectionnels qui opèrent dans la région.

Nous considérons qu'il est aujourd'hui plus urgent que jamais de respecter scrupuleusement les principes fondamentaux de la non-intervention, du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force et du règlement pacifique des différends.

Enfin, nous espérons que le Secrétaire général des Nations Unies - et nous sommes certains qu'il le fera - prendra toutes les mesures à sa portée pour renforcer le processus de pacification en Amérique centrale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Certains membres du Conseil m'ont demandé de suspendre la séance pendant une demi-heure. Si les membres du Conseil en sont d'accord, je vais suspendre la séance pour une demi-heure. La séance reprendra à 17 h 30.

La séance, suspendue à 17 heures, est reprise à 18 heures.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai dit tout à l'heure, certains représentants avaient demandé que la séance soit suspendue afin que des consultations puissent avoir lieu. On m'informe maintenant que ces consultations ont eu lieu.

La représentante du Nicaragua a demandé à faire une déclaration et je lui donne la parole.

Mme CASCO (Nicaragua) (interprétation de l'espagnol) : Mon gouvernement n'est nullement surpris par les accusations qui ont été formulées cet après-midi par le représentant du Honduras dans cette salle. Le Nicaragua sait que le Gouvernement américain fait pression sur le Honduras pour qu'il adopte des positions contraires aux intérêts du peuple hondurien et aux intérêts et aspirations des peuples d'Amérique centrale. Il s'agit là de positions que les Etats-Unis contraignent le Honduras à adopter en recourant à leur influence et à leur puissance.

Je ne veux pas abuser du temps des membres du Conseil en exposant en détail tous les efforts faits par le Gouvernement nicaraguayen depuis 1981 auprès des différents gouvernements honduriens, à commencer par le Gouvernement du général Policarpo Paz García, pour que des mesures soient prises en vue de prévenir des incidents dans la zone frontalière honduro-nicaraguayenne, qui peuvent conduire à des tensions dans les relations entre nos deux pays et même faire peser des menaces sur la paix et la sécurité internationales.

Nous avons fait ces efforts sachant que de tels incidents ne sont ni dans l'intérêt du peuple et du Gouvernement nicaraguayens ni dans celui du peuple et du Gouvernement honduriens, mais sachant par contre que ces incidents sont favorables aux intérêts d'une puissance qui par tous les moyens possibles s'efforce de susciter des conflits qui pourraient éventuellement justifier une politique d'agression à l'encontre de mon pays.

Cependant, nous sommes surpris d'entendre le Gouvernement hondurien parler d'invasion par les troupes nicaraguayennes du territoire hondurien, alors qu'à aucun moment il n'y a eu affrontement entre les armées de nos deux pays. Le Gouvernement hondurien sait bien que selon la connotation juridique du terme, "invasion" signifie occupation d'un territoire par un autre territoire pour violer son intégrité territoriale. Nous estimons donc qu'il est absurde de parler d'invasion alors que le Gouvernement hondurien a reconnu que le Gouvernement nicaraguayen ne nourrissait pas l'ambition d'occuper le territoire hondurien.

Mme Casco (Nicaragua)

La seule occupation, en ce qui concerne le Honduras, que l'on puisse qualifier comme telle, c'est celle qui est due à la présence de troupes américaines et à la présence des forces mercenaires de Reagan sur le territoire hondurien. Comme on le sait, la Commission internationale de vérification et de suivi, composée des Ministres des relations extérieures des pays d'Amérique centrale et des pays du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui ainsi que des Secrétaires généraux des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains et créée dans le contexte des Accords d'Esquipulas II, lorsqu'elle s'est rendue en Amérique centrale, notamment au Honduras, a reçu de très nombreux témoignages catégoriques de la part des milieux syndicaux et agricoles indiquant que des forces étrangères à l'Etat hondurien occupent des parties étendues du territoire au sud du pays, ce qui a eu pour conséquence le déplacement de centaines de familles honduriennes.

C'est là une invasion, une occupation que le Gouvernement hondurien, s'il ne faisait pas l'objet de pressions américaines, devrait dénoncer devant le Conseil de sécurité, au lieu d'être ici pour formuler une dénonciation, comme l'y obligent les Etats-Unis en recourant au chantage et aux pressions.

Mme Casco (Nicaragua)

Le Nicaragua a fidèlement respecté tous les engagements souscrits dans le cadre des Accords de paix d'Esquipulas II. En revanche, le Gouvernement du Honduras a fait fi des obligations qui sont les siennes en vertu non seulement de ces accords mais aussi du droit international et qui lui interdisent de faire usage de son territoire comme base d'agression contre un autre Etat. Nous avons été heureux d'entendre le représentant du Honduras dire que son gouvernement était disposé à régler la situation actuelle par les voies bilatérales et régionales. Si tel est le cas, pourquoi son gouvernement n'a-t-il pas répondu à la proposition du Président Ortega d'une réunion entre lui et le Président Azcona Hoyo? Pourquoi n'a-t-il pas répondu à la proposition du Président du Guatemala, Vinicio Cerezo, qui s'est offert à organiser une réunion d'urgence des ministres des affaires étrangères des pays d'Amérique centrale, réunion qu'il était prévu de tenir les 22 et 23 mars courant au Guatemala mais qui n'aura probablement pas lieu étant donné que le Gouvernement hondurien a d'ores et déjà déclaré qu'il ne viendrait pas?

La preuve la plus accablante du caractère fallacieux des allégations formulées aussi bien par le représentant du Honduras que par le représentant des Etats-Unis selon lesquelles des troupes nicaraguayennes se trouveraient en territoire hondurien est le refus du Gouvernement du Honduras d'accepter l'envoi d'une mission technique d'experts des Nations Unies/Organisation des Etats américains (OEA) en vue d'enquêter sur les incidents qui se sont produits cette semaine. Si le Honduras estime qu'il a réellement été envahi, pourquoi craint-il qu'une commission neutre composée d'experts se rende au Honduras et au Nicaragua afin de vérifier ses allégations? Si le Honduras peut prouver la présence de troupes nicaraguayennes sur le territoire hondurien, pourquoi n'accepte-t-il pas dès aujourd'hui que des journalistes internationaux aillent dans la région frontalière, du côté hondurien, comme l'a fait le Nicaragua qui, hier, a autorisé des journalistes étrangers et nicaraguayens à se rendre sur les lieux où ces incidents se sont produits, afin de constater que nos opérations se sont limitées à la défense de notre intégrité territoriale et de notre souveraineté? Pourquoi le Gouvernement du Honduras - s'il est certain de ce qu'il avance, s'il ne craint pas que ses accusations soient fausses - n'invite-t-il pas le Groupe de Contadora et le Groupe d'appui à se rendre au Honduras pour constater par eux-mêmes si les accusations lancées contre mon gouvernement sont vraies ou non?

Mon gouvernement demande instamment au Gouvernement du Honduras d'écouter l'appel puissant lancé par la communauté internationale et le prie instamment

Mme Casco (Nicaragua)

ainsi que mon gouvernement et le Gouvernement des Etats-Unis de faire preuve de sagesse et d'éviter qu'un massacre ne se produise en acceptant que la mission technique ONU/OEA se rende au Honduras et au Nicaragua afin de rendre compte de la situation telle qu'elle se présente véritablement.

S'agissant des déclarations faites par le représentant des Etats-Unis, j'aimerais dire ce qui suit. Si le Gouvernement des Etats-Unis souhaite réellement appuyer le processus de paix en Amérique centrale, ce n'est pas en envoyant de jeunes Américains risquer leur vie dans notre région tourmentée qu'il le fera; ce n'est pas non plus en renforçant sa présence militaire au Honduras qu'il contribuera aux efforts de paix des Centraméricains et des Latino-américains, mais en respectant dans la lettre et dans l'esprit les Accords d'Esquipulas, lesquels énoncent clairement la nécessité impérieuse pour lui de cesser de fournir un appui à ses forces mercenaires, et en renonçant à son objectif : le renversement du Gouvernement légitime du Nicaragua; autrement dit, ce n'est qu'en mettant fin à la politique de terrorisme d'Etat qu'il mène contre le Nicaragua à l'aide de ses forces mercenaires que le Gouvernement des Etats-Unis peut contribuer à la pacification de l'Amérique centrale et en reconnaissant que cette politique est éculée et désavouée et qu'elle n'a fait qu'entraîner souffrances et terreur pour le malheureux peuple du Nicaragua. Enfin, ce n'est qu'en respectant l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice le 27 juin 1986, aux termes duquel les Etats-Unis ont été priés de mettre fin à leur politique illégale et immorale, que ce gouvernement pourra contribuer au rétablissement de la paix en Amérique centrale.

C'est pourquoi nous demandons au Gouvernement des Etats-Unis, et notamment au Président Reagan, d'accepter la proposition qui lui a été présentée par le Président Ortega au mois d'octobre dernier dans le cadre de l'Assemblée générale et qui vise à entamer un dialogue bilatéral, de façon à trouver une solution définitive aux divergences existant entre nos gouvernements et de progresser ainsi vers une normalisation de nos relations, tout en contribuant aux efforts destinés à restaurer la paix en Amérique centrale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant du Honduras a demandé la parole. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. HERNANDEZ ALCERRO (Honduras) (interprétation de l'espagnol) : Je me vois dans l'obligation de prendre à nouveau la parole pour répondre à certaines des questions qui ont été posées par la représentante du Nicaragua, qui ne devrait pas être surprise - non plus que son gouvernement - par les accusations du Honduras en

M. Hernández Alcerro (Honduras)

cette occasion, ni par notre dénonciation officielle de l'invasion du territoire hondurien par le Nicaragua. C'est là une position parfaitement justifiée puisque mon pays est victime de la violation territoriale perpétrée par le Gouvernement du Nicaragua. A aucun moment nous n'avons reconnu qu'il n'était pas dans l'intention du Gouvernement du Nicaragua d'occuper ou d'envahir le territoire hondurien. Bien au contraire, ce que demande le Honduras, c'est que le Nicaragua retire ses troupes de notre territoire, celles-là mêmes qui s'y trouvent aujourd'hui encore, et fasse ainsi la preuve de sa fidélité à la cause de la paix en Amérique centrale.

M. Hernández Alcerro (Honduras)

Ce n'est pas au Gouvernement du Nicaragua qu'il appartient de dire au Gouvernement du Honduras quelles sont les plaintes qu'il peut formuler. Nous avons dénoncé cette invasion, nous avons dénoncé l'attitude agressive et expansionniste du Gouvernement du Nicaragua à l'égard non seulement de mon pays, mais d'autres pays voisins du Nicaragua. Et nous dénonçons de même le fait que le Nicaragua n'a pas respecté les accords du 7 août 1987, n'a pas respecté l'amnistie, n'a pas respecté le cessez-le-feu ni le processus de réconciliation nationale. Bien au contraire, il essaie de saper le processus de paix régionale.

Nous sommes prêts à convoquer nous-mêmes la réunion du Comité exécutif constitué par les cinq ministres des affaires étrangères d'Amérique centrale qui se réunirait à Tegucigalpa dès que le Gouvernement du Nicaragua pourrait prouver que tous les éléments sandinistes se sont retirés du territoire hondurien. C'est à ce comité, d'ailleurs, que le Président du Nicaragua a lui-même confié le soin de vérifier les Accords d'Esquipulas II ainsi que leur suivi. Je ne sais pas si ce que nous avons entendu ici aujourd'hui de la part de la représentante du Nicaragua ne contredit pas précisément les accords intervenus le 16 janvier de cette année à San José, Costa Rica, et par lesquels le Président Ortega a engagé sa parole.

Ce n'est pas à nous, les voisins du Nicaragua, de régler les problèmes internes de ce pays. Le Nicaragua, comme je l'ai dit à la fin de mon intervention, doit apporter une autre contribution à la paix en Amérique centrale en mettant fin au conflit interne que connaît le Nicaragua, en ouvrant la société nicaraguayenne et en ne donnant aux Nicaraguayens aucune raison de prendre les armes, en démocratisant son pays et en dialoguant avec tout le monde sans essayer d'éliminer matériellement l'opposition au Nicaragua.

Le conflit interne que connaît le Nicaragua depuis sept ans a affecté tous les pays d'Amérique centrale et a essentiellement touché mon propre pays, car ce conflit a débordé sur le Honduras et sur d'autres pays d'Amérique centrale. Le Nicaragua doit donner la preuve de sa bonne foi et respecter fidèlement les engagements contractés.

Nous lançons un appel pressant au Gouvernement du Nicaragua pour qu'il entende non seulement la clameur de la communauté internationale, mais les cris de son propre peuple, qui souhaite la paix et la liberté, et pour qu'il se réconcilie avec ce peuple nicaraguayen qui, à cet appel de paix et de liberté, n'a jamais eu d'autre réponse que des mesures militaires, comme celles que le Gouvernement sandiniste lui-même reconnaît mettre en oeuvre, notamment la persécution et l'arrestation des opposants.

M. Hernández Alcerro (Honduras)

Je voudrais également à mon tour poser quelques questions à la représentante du Nicaragua. Devons-nous considérer que les opérations militaires de l'armée populaire sandiniste sont le signe d'une volonté politique de suivre le processus de réconciliation dans lequel on s'est engagé? Doit-on rechercher la paix qui n'existe pas au Nicaragua dans la rhétorique au sein des instances internationales? L'invasion et l'agression des Etats voisins, et la concentration de troupes le long des frontières de ceux-ci, doivent-elles également être considérées comme une contribution à la paix en Amérique centrale? Et cela contribue-t-il, par la même occasion, aux Accords conclus entre les Présidents lors d'Esquipulas II? La communauté internationale doit-elle cesser d'insister pour que le Nicaragua se démocratise, que l'amnistie à laquelle on s'était engagé soit accordée, que les négociations de cessez-le-feu soient menées de bonne foi, que la réconciliation soit encouragée, et devons-nous simplement nous contenter d'assister à cette effusion de sang au Nicaragua et en Amérique centrale? Est-ce là le chemin menant à la paix? Est-ce la voie qu'a choisie le Gouvernement sandiniste? Il semble bien que ce soit le cas.

M. OKUN (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Nous avons écouté l'intervention assez extraordinaire faite par la représentante du Nicaragua, et dans toutes ces accusations, l'on peut, je crois, dégager deux éléments. D'une part, l'arrogance à l'égard du Honduras, en ce sens que la représentante du Nicaragua s'est efforcée et ce très longuement de parler à la place du Honduras. Mais, grâce au Ciel, le représentant du Honduras a mis bon ordre dans tout cela. Deuxièmement, les accusations lancées contre mon propre pays.

Mais le Honduras, les Etats-Unis et les autres pays de la région savent tous une chose : le problème ne se pose pas entre le Nicaragua et les Etats-Unis. Le problème se pose entre les sandinistes et leur propre peuple et leurs propres voisins. Par conséquent, ces problèmes ne peuvent être réglés par les seuls présidents lors de réunions. Le pays dirigé par le parti sandiniste, qui pratique la coercition interne et l'agression externe, se heurtera à la résistance, et cette résistance existe et continuera d'exister. Ce ne sont pas uniquement les Etats-Unis qui sont la cause des problèmes, en dépit de ce que prétend le Nicaragua.

Cela a été déclaré éloquemment à cette table, et je voudrais simplement dire que les Etats-Unis appuient la paix dans cette région, et que c'est uniquement lorsque le régime sandiniste choisira de faire la paix avec l'opposition interne et cessera de créer des problèmes pour ses voisins que la paix pourra s'instaurer dans cette région.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits. La prochaine séance du Conseil de sécurité consacrée à l'examen de ce point de l'ordre du jour aura lieu après consultation entre les membres du Conseil.

Avant de lever la séance, je rappelle aux membres du Conseil que nous procéderons à des consultations officielles immédiatement après la présente séance.

La séance est levée à 18 h 30.